

En écoutant Patrick Artus.

Posté le : 15 janvier 2017 13:07 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Attitudes, Histoire économique récente, Economie et politique

Patrick Artus partage avec Jacques Généreux cette idée particulière que pratiquement tous les économistes sont des ânes, surtout ceux qui les accusent de ne pas être toujours raisonnables. Dans le cas de notre conférencier sa ténacité à ne pas prévoir la crise de 2008, à nier les risques associés aux subprimes, puis à vouloir croire que la crise était déjà finie au second trimestre 2008, avait laissé une trace bigarrée sur l'image de sa compétence et de son désintéressement (la banque qui l'emploie ayant évidemment salement trempé dans la finance dangereuse). Il était intéressant de voir si plus de réflexion et de modestie avaient justifié le maintien de sa large sollicitation comme commentateur de l'économie. La réponse a été rapide et claire. L'immodestie et la morgue demeurent inaltérées et la pertinence est toujours aussi aléatoire.

Passons sur l'attitude. À la lueur du Brexit et de l'élection de Trump et de quelques autres candidats au comportement saugrenu, la question était de savoir si la mondialisation avait changé et changerait encore.

La réponse exposée est toute simple : la mondialisation n'a changé qu'à la marge et ne changera pas. Pour l'Euro, il est clair qu'on ne peut pas en sortir. Ce serait une catastrophe même pour l'Allemagne qui verrait ses créances dévaluées et qui devrait donc baisser le niveau de ses retraites. Quant aux échanges internationaux, on peut juste noter qu'une partie de la politique de fragmentation de la chaîne de valeur était modestement remise en cause avec la volonté, exemple Michelin, de faire en sorte que la production se rapproche des débouchés.

Quant au trouble de la classe moyenne dans les pays occidentaux, il ne vient pas de la mondialisation condamnée abusivement mais du progrès technique qui, inéluctablement réduit les métiers intermédiaires et l'encadrement au profit d'une bipolarisation intenable entre une poignée d'inclus et une masse de petits boulots prolétarisés. Tout cela pour finir par un éloge, sans soutien politique, de M. Benoît Hamon, pour avoir posé la bonne question : faut-il couper la relation entre travail et niveau de vie ?

Patrick Artus n'est pas un mauvais orateur. Il est tellement sûr de lui qu'on le suit avec une certaine confiance. Néanmoins, le malaise s'est installé et s'est aggravé tout le temps du discours jusqu'à une forme d'exaspération finale.

Pourquoi ? Parce que la démonstration omettait l'essentiel. Il y a bien eu une explosion en 2008. Elle a eu des conséquences gigantesques. Le drame pointait bien un système global dysfonctionnel. Pas un mot. Pour Patrick Artus, avant c'était bien et pas dangereux et maintenant c'est fini, on est à nouveau dans la normalité. Ce qui est vrai du monde l'est aussi pour l'Euro. "Je ne dirais pas que ce fut une bonne idée, mais on ne peut pas en sortir". Là encore aucune analyse des aspects dysfonctionnels, seulement un peu d'ironie sur les "populistes". Il est vrai que les "sachants" officiels, ces derniers temps, ont prouvé leur capacité de prévoir et de prévenir... On peut détester le discours anti-élite, mais tant de morgue vis-à-vis de ceux qui s'interrogent sur les défauts, donc sur les solutions, montre qu'une partie des "élites mondialisées et mondialistes" est dans l'aveuglement total.

La gêne croissante pendant toute la conférence sera alimentée justement par le sentiment qu'on ne traitait pas les vrais sujets et qu'on évitait les questions qui fâchent, accumulant les banalités sans

danger ou les observations superficielles.

En refusant sciemment ou non, par intérêt professionnel bien compris ou non, de voir les causes profondes des désordres, des économistes comme Patrick Artus se condamnent à n'être que des commentateurs approximatifs. Les événements arrivent. On ne sait pas ni pourquoi ni si c'est bien ou mal, ni si c'est à corriger ou à encourager. Ils flottent dans le firmament du commentaire comme les yeux dans le potage. C'est comme cela, puisque je vous le dis. Et ceux qui s'agitent autour des conséquences sont des grotesques. Point final.

Cette absence totale de diagnostic conduit inéluctablement au commentaire impuissant. Du coup l'économiste ne sert plus à rien et l'économie paraît une science sans objet ni prescription.

Dire que cette conférence fut une déception est peu dire. L'intérêt d'économistes de ce genre est quasi nul et même contre-productif. On peut se tromper, ne pas voir arriver une crise, ne pas en comprendre les ressorts, ne rien comprendre de la suite. D'accord. Mais alors on remet la main à la pâte et on ne ressort de son bureau qu'avec des analyses précises de son échec et des suggestions de correction. Et on n'explique pas que les autres économistes sont des nuls.

*

* *

Juste un commentaire sur une des questions posées lors de cet exposé : **L'emploi "intermédiaire" est-il condamné ?**

On connaît cette thèse qui est ressassée un peu partout. Le nouveau capitalisme, pour la première fois de son histoire, produirait un progrès éliminant l'emploi et, dans l'emploi, la source de stabilité qu'était le "middle management". Le sujet de l'exposé étant l'évolution de la mondialisation, la responsabilité de cette dernière était-elle en cause ou l'affaire était-elle irréversible ?

La réponse du conférencier : oui le middle management est condamné et ce n'est pas du fait de la mondialisation, mais du progrès technique. L'assertion n'est fondée sur aucun argument. L'auteur étant favorable à la mondialisation, il suffisait de la laver d'autorité de tout opprobre.

L'ennui, c'est que cela ne tient pas la route. Creusons un peu.

Lorsqu'on regarde les créations de postes dans tous les pays gagnants de la mondialisation, on a vu se développer **une énorme classe moyenne (des dizaines de millions de personnes)** avec l'apparition d'une classe de cadres et de professionnels qualifiés en tout point identique à ce qu'on trouvait dans les pays occidentaux. Quand on crée des milliers d'entreprises il faut automatiquement de l'encadrement et des techniciens qualifiés et la hausse du niveau de vie s'est faite justement dans ce segment. Le plus drôle, c'est qu'à un autre moment de son intervention, Artus en convient. Il trouve que l'inégalité est consubstantielle au développement et touche tous ceux qui vont s'élever en participant à la création économique et pas seulement le 0.1 % de la population qui détient les nouvelles entreprises.

Le progrès technique ne peut pas avoir deux faces : destructeurs de métiers d'encadrement ici, créateur ailleurs. Cela n'a pas de sens.

La mondialisation dans la forme qu'elle a prise a donc bien eu un rôle dans l'élimination partielle de l'emploi intermédiaire dans les pays développés.

Du coup tombe à plat tout le discours malthusien habituel sur le progrès économique qui ne serait plus riche en emplois, les robots, Uber etc. Les canuts lyonnais avec nous ! Cette vision peut être vigoureusement contestée. Comme on l'a vu, il est inepte de proposer une explication qui vaut en deçà des Pyrénées et pas au-delà. Si l'emploi a disparu dans les pays développés avec les

conséquences sur les classes moyennes, ce n'est pas dû principalement aux technologies. Les robots ne fonctionnent que si des ingénieurs et des techniciens sont là pour les concevoir, les mettre en œuvre efficacement et les maintenir. Tous ces postes sont qualifiés. De même le succès de l'économie collaborative n'est réel que lorsque la législation sociale ne l'a pas rattrapée. Dès l'instant où les locations défiscalisées disparaissent et que l'organisateur du collaboratif devient employeur, il ne reste plus grand-chose du côté disruptif de ces innovations.

Il se trouve que The Economist de la semaine publie un article très fouillé sur les perspectives de l'industrie. Les graphiques publiés démontrent exactement l'inverse des assertions de Patrick Artus : l'industrie représente une partie stable de l'économie chez les émergents et s'effondre dans le monde développé. Si le progrès technique frappait d'anorexie l'emploi, on le verrait aussi bien chez les émergents que chez les développés. Donc, une fois de plus, la mondialisation est en cause.

La vraie analyse est que le développement des pays émergents ne s'est pas fait selon un modèle reproductif ou homothétique mais substitutif., ce qui n'a été possible que parce qu'on avait abandonné toutes les règles sacralisées dans le statut du FMI, article 1, à savoir qu'on n'accepte pas les gros déficits et les gigantesques excédents.

Si dans les pays développés le sous-emploi s'est installé, il a frappé tout le monde, cadre ou pas cadre, middle management comme ouvriers. En Pologne la catégorie qui s'est le plus rapidement enrichie est justement celle des techniciens supérieurs et des cadres intermédiaires. Les salaires qui étaient une fraction minime de ceux des Français sont maintenant à 80 % du salaire français, à parité de pouvoir d'achat !

Si l'emploi s'est congelé dans les pays développés, c'est d'abord parce qu'il y a eu un énorme transfert d'investissement hors de ces pays et surtout parce que l'économie financière mondialisée est devenue baudruche avec une part spéculative délirante. Du coup les capitaux n'ont pas été canalisés vers la production mais la recherche spéculative de "valeur monétaire", en même temps que les récessions successives ont provoqué des chocs durables sur les investissements et l'emploi. L'énormité de la dette a conduit également à un freinage des investissements dans la production de biens et de services.

Par conséquent, une mondialisation fondée sur les changes flottants, à un moment où le dégel communiste a mis brutalement sur le marché de l'emploi des centaines de millions de travailleurs potentiels, ainsi que les déficits et les excédents de balances de paiement délirants qui en ont résulté, sont LA cause majeure de l'effondrement de l'emploi des classes moyennes dans les pays développés et de la réaction politique que cela provoque.

Patrick Artus répond que l'investissement n'a jamais été aussi élevé aux Etats-Unis ces derniers temps. C'est vrai et on peut même ajouter que les exportations chinoises se sont effondrées., forçant les Chinois à utiliser les réserves non plus pour importer mais pour acheter du capital à l'étranger, ce que regrette, à juste titre, notre conférencier qui voit là une source d'accumulation capitaliste qui ferait que la Chine posséderait à terme le capitalisme mondial. Si on regrette l'effet, il faut incriminer la cause. Et là P. Artus reste sec.

Avec des taux à zéro et des placements financiers sans rentabilité, il est normal que l'investissement reparte. Il le fait dans la pierre (bulle) mais aussi dans la production. Et il reste en partie en Occident parce que désormais tout le monde dans les milieux patronaux a pris conscience que le risque politique devenait potentiellement destructeur de l'industrie et du commerce. L'expérience a également montré que la dispersion logistique, dans un système de flux tendu, avait un coût exorbitant. Si un composant est en difficulté toute la chaîne est arrêtée. Les bruits de botte sont l'ennemi de la dispersion industrielle. Lorsque le tsunami a détruit une partie du Japon proche de certaines centrales atomiques, des milliers de produits dépendants de la fabrication de composants

logés dans le coin ont cessé d'être produits, provoquant des manques à gagner phénoménaux.

La crise de 2008 a rebattu les cartes et continue de le faire. Aux comportements de panique ont succédé des comportements de précaution. Aux comportements politiques d'acceptation ont succédé des volontés de rupture.

Il est indispensable de repenser et la mondialisation et la gestion de l'Euro. Le progrès technique dans cette affaire n'est pas en cause. Mais l'organisation, ses principes, ses modalités.

Le rôle des économistes est d'éclairer les voies et moyens de ces évolutions indispensables. Pas de conforter l'existant en glosant de façon morose sur ceux qui prônent un certain nombre de changements indispensables.

La mondialisation non coopérative et déséquilibrée est une supernova qui a explosé. Il est inutile d'en chanter les vertus. Elle est mortellement touchée et les spasmes actuels n'ont rien de rassurants si on ne fait rien pour lui donner un débouché différent.

La gestion de la zone Euro ne peut plus rester en l'état. Il est absurde de prôner le statu quo.

Là sont les vrais territoires de l'économie en 2017.